

This is the second article of a Moroccan newspaper about the situation after the raids in Morocco (the first one I sent around yesterday, but with a German summary, that's why I did not put it on the action2-list - but maybe it is already on some websites?).

The headline says:

The treaties with Spain or other European countries should not make us blind towards our responsibilities concerning the situation in which the subsharan migrants live on our territory. The text is a critical description of the raids and deportations in the first part. Then it says, that the authorities, after they had tried to deny the existence of people who are in a regular situation (refugees or asylum seekers) in Morocco and therefore the migrants concerned are not protected by the immigration law (02-03), had got into contact with human rights organisations.

They want that these organisations take part in a separation between the "good" from the "bad" migrants. 52 legal refugees were identified after the first checks. But this is not the worst thing, also pregnant women, four children and a handicapped person are among the deported migrants, according to activists. They criticize how the legal documents of people could be taken and teared, although their names are written in the registers of the UNHCR, says an activist from AMDH (Human Rights Association).

How can 238 people, among them children and pregnant women be left without food during the journey Rabat - Oujda? This is surely not the way to prove our African solidarity, writes the author at the end.

Conni

----- Original Message -----

From: [Luc DAU](#)

To: [réseau migrants](#) ; attac_maroc@yahoogroupes.fr

Sent: Wednesday, January 03, 2007 4:46 PM

Subject: [Manifeste-euroafricain] article Libération

Le journal marocain Libération publie aujourd'hui un article sur la situation à Oujda... Enfin un papier de la presse locale (le 2ème dans ce journal) qui n'enfoncé pas les migrants davantage! Ça fait plaisir!

Vous le trouverez à l'adresse suivante : <http://www.liberation.press.ma/default.asp?cat=1>

Lucile

Campus universitaire d'Oujda
Le calvaire des Subsahariens

Les accords signés avec les Espagnols
ou les autres pays européens
ne doivent pas nous aveugler quant
à nos responsabilités face
à la situation que vivent les migrants subsahariens sur notre territoire.

Les autorités marocaines ont tenté, ces derniers jours, de se rattraper au sujet des migrants subsahariens refoulés la semaine dernière vers les frontières maroco-algériennes, après les avoir arrêtés dans des quartiers de Rabat. Près de 150 migrants parmi les 238 «refoulés» ont regagné Oujda à des moments différents et plus particulièrement le campus universitaire, où ils élisent domicile. Mais, avec des températures de moins de 6 degrés Celsius par ces nuits hivernales, il y a bien une raison de craindre que le pire ait lieu.

Après avoir voulu vainement nier l'existence de personnes qui sont en situation régulière au Maroc, soit des réfugiés ou des demandeurs d'asile, et qui ne tombent pas donc sous le coup de la loi relative à l'immigration (02-03), les autorités ont pris contact avec des organisations de droits humains.

L'objectif en est d'annoncer aux acteurs dont Médecins sans frontières, l'Association Béni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité (ABCDS); Comité d'entraide International (CEI); Association des amis et familles des victimes de l'immigration clandestine; AFVIC (Centre Afvic Maroc Oriental), une démarche qui consiste à procéder à un tri séparant les «bons» des «mauvais».

Cinquante-deux réfugiés légaux ont été identifiés, selon les premiers décomptes. Mais là n'est pas le pire, commente l'un des acteurs civils sur place, «nos autorités ont lâché même deux femmes enceintes, quatre enfants dont deux de moins de deux ans et un handicapé vivant avec un seul pied».

Selon les mêmes sources, les autorités ont profité de l'occasion de l'Aïd et de la fin d'année, en l'absence des missions étrangères accréditées au Maroc pour procéder à une telle opération.

«Comment peut-on se permettre de saisir des documents légaux à des

gens puis les déchirer, oubliant que leurs noms sont toujours inscrits dans les registres du HCR à Rabat», souligne un actif de la section de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) engagée dans l'opération d'aide apportée par les associations marocaines au niveau de l'Oriental.

Par ailleurs, le sort de plusieurs autres migrants reste inconnu et sont toujours à la merci du désert et ses aléas et du froid.

Comment peut-on laisser 238 personnes, dont des enfants, des femmes enceintes sans nourriture durant le trajet Rabat-Oujda ? Ce n'est sûrement pas ainsi qu'on prouvera notre engagement et manifester notre solidarité africaine.

nourizyad@yahoo.fr

Autres chroniques :

- [Le Maroc contre les disparitions forcées](#)